ÉLECTIONS COMMUNALES 2018

**Georges-Louis Bouchez** s'impose comme le principal adversaire du PS à Mons. L'élection communale sera déterminante pour lui. Mais qu'est-ce qui fait courir (vite) l'électron libre du MR ?
P.30

## PORTRAIT

**La campagne, quelquefois ça dérape…** Qui a traité son adversaire de *« bidouilleur en chef » ?* Qui s'est vu qualifiée de *« menteuse chronique »* ? Quelles raisons invoquer pour passer du PS à la N-VA ? Les réponses et d'autres questions en fin de cahier !
P.32

## QUIZ

**À Bruxelles,** qui sont les candidats dans votre commune ? Découvrez-les grâce à notre moteur de recherche, dans notre infographie des 152 listes qui ont été validées dans les 19 communes bruxelloises. Présentations des enjeux, reportages, portraits… : retrouvez l'actualité des élections en Wallonie et à Bruxelles sur plus.lesoir.be, sous l'onglet « Communales 2018 ».

## SUR LE WEB

# LE CITOYEN ENTRE EN LISTES

Elles semblent fleurir un peu partout sur les panneaux électoraux. Elles, ce sont les listes qui se disent « citoyennes ». Elles veulent changer la politique de l'intérieur. Feu de paille ou renouveau ?

LE SOIR

ENQUÊTE

# Des listes citoyennes nourries par une faim de politique

**Ces listes** sont semblables dans leur volonté de changement. Spontanées ou structurées, thématiques ou généralistes, elles usent d'un mot en vogue. Quelles réalités se cachent derrière le terme « citoyen » ?

Le M3E, fondé par l'avocate Mariapaola Cherchi (au centre de la photo), veut porter l'Europe auprès des citoyens. © D.R.

REPORTAGE

La Grand-Place de Mons a fait germer la foule en ce jour ensoleillé. Les terrasses font le plein en espérant un été indien. A l'une d'elles, près d'une dizaine de personnes discutent de la campagne pour le scrutin communal. La plupart sont candidats sur la liste « CitoyenS ».

Leur liste, longue de 14 noms, est quelque peu improvisée. Elle est née fin août. Jusque-là, certains d'entre eux soutenaient l'ASBL Transparencia, qui demandait aux collèges des communes wallonnes, flamandes et bruxelloises de rendre accessibles les documents liés à l'ordre du jour public des conseils communaux. Avec la promesse de déposer une liste communale dans chaque région en cas de refus (ou d'engagement trop léger). Ce sera le cas à Mons, à Bruxelles et à Anvers. *« Transparencia demande à chaque parti de faire preuve de transparence dans la gestion publique, d'organiser des conseils citoyens à l'échelle des quartiers et de faire remonter vers le conseil communal les avis de ceux-ci »*, explique Nadia Dupont, cheffe de file de la liste locale.

Ces exigences de transparence et de consultation citoyenne constituent les axes essentiels du programme porté par « CitoyenS », auquel s'ajoutent quelques revendications plus ciblées émanant des membres de la liste, comme l'accès des créateurs locaux à certains espaces culturels ou l'amélioration de l'aide aux sans-abri.

## Revendications ciblées

Pour le reste, la liste s'en remet aux choix de la population qu'elle s'engage à porter devant le conseil communal si l'un de ses membres décroche un siège. *« Car si on fait des promesses, qui va nous assurer qu'on pourra les assumer ?*, interroge Nadia Dupont. *Le but de cette liste, c'est d'avoir l'information, de la rendre lisible pour tous et de la dispatcher vers les conseils citoyens*, poursuit-elle. *Car les partis au pouvoir organisent en général les choses de façon à ce que le citoyen ne puisse pas se prononcer. »*

Un programme ciblé sur quelques revendications, c'est loin d'être une exception parmi les listes jaillies de la société civile. C'est le cas notamment du M3E, fondé par l'avocate Mariapaola Cherchi. Les trois « E » en question évoquent l'éthique, l'équité et l'Europe. *« Il faut porter l'Europe chez les citoyens*, plaide-t-elle en insistant pour mettre en exergue tout ce que la dimension communautaire apporte au cœur des communes, via les programmes du Feder, du FSE ou d'Interreg. *Il faut qu'elle soit ressentie par lui. »* Elle revendique ainsi la création de guichets européens dans chaque commune afin de vulgariser l'apport de l'Union dans le quotidien de ses habitants et en favorisant les synergies, les échanges entre associations et municipalités du Vieux Continent.

Dans sa démarche, elle a rallié d'autres citoyens sous sa bannière étoilée au point de pouvoir déposer des listes (incomplète) dans six communes : Schaerbeek, Molenbeek, Uccle,

> *« Avoir des élus est essentiel. Sans cela, vous n'êtes qu'une voix qui crie dans le désert »* BERTRAND WAUCQUEZ, KRAAINEM UNIE

Bruxelles, Koekelberg et Orp-Jauche. Sera-ce suffisant pour convaincre l'électeur ? *« Notre programme est un livre dont beaucoup de pages doivent encore être écrites avec ces idées novatrices que l'Europe nous encourage à développer »*, répond l'avocate bruxelloise. Qui voit dans cette échéance électorale une répétition de la suivante, l'an prochain, sur un terrain sans doute moins hermétique aux questions continentales.

## Parti ou mouvement

Walter Feltrin, lui, n'a fait ni une ni deux : il a fondé un parti, en août 2017, au terme d'une réflexion de près de dix ans : Oxygène. Ce chef d'entreprise bruxellois entend en effet apporter une bouffée d'air frais dans le microcosme politique. *« J'ai la conviction que les solutions aux problèmes qui se posent, viendront du politique*, confie-t-il. *Et la traduction du changement doit se faire au niveau législatif. »* Ici aussi l'échéance majeure n'arrivera que l'an prochain. *« Mais certains de nos membres ont également des choses à proposer au niveau communal »* : éthique, transparence, bonne gouvernance, participation citoyenne. Des idées qui seront défendues par des listes, complètes ou pas, dans neuf circonscriptions : Assesse, Bernissart, Charleroi, Colfontaine, Court-Saint-Etienne, Namur, Thuin, Tournai et Walcourt.

Se structurer est une nécessité, comme l'illustre la démarche de Walter Feltrin. A l'inverse, la liste Kraainem Unie qui se présentera pour la deuxième fois au scrutin communal, a choisi de s'appuyer sur un mouvement. *« En 2012, nous avions obtenu 20,6 % des voix et 4 sièges sur 23 »*, relate Bertrand Waucquez. Fort de l'expérience d'une première législature où elle a défendu l'octroi systématique des facilités linguistiques, la transparence et la bonne gouvernance, KU revient sur le terrain électoral avec un programme complet. *« Cela va des infrastructures au CPAS en passant par la qualité de l'air ou la mobilité »*, commente la tête de liste. Des thématiques que la liste bilingue entend concrétiser *« avec plus d'efficacité »* que ses rivales.

## Difficultés

Malgré ces floraisons multiples, faire germer une liste citoyenne n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît.

Le recrutement s'opère souvent, dans un premier temps, dans les relations sociales proches des initiateurs de la démarche. Et quand le cercle s'élargit, l'enjeu devient de maintenir la cohérence politique de l'ensemble en évitant les candidats incontrôlables ou au profil trop sulfureux. Pas simple, à l'heure des réseaux sociaux. Enfin, il y a évidemment des règles à respecter. Ainsi la plupart de ces listes se sont heurtées à une difficulté majeure lors de leur confection : la tirette. En effet, la loi impose désormais la parité en candidats et candidates, avec une alternance parfaite dans l'occupation des places. *« Chez nous, il y avait plus de femmes que d'hommes »*, expliquent Nadia Dumont et Mariapaola Cherchi. A l'inverse, Oxygène a peiné à réunir des candidates en suffisance. *« Nous rencontrons également des difficultés à nous faire connaître*, constate Walter Feltrin. *D'abord parce que nous n'avons pas les mêmes financements que les autres listes. Et ensuite parce que nous nous heurtons au désintérêt des médias. »* Mais le plus gros défi qui attend ces mouvements plus ou moins spontanés, c'est de durer. Le fondateur d'Oxygène reconnaît que pour imposer un changement, il faut obtenir un rapport de forces suffisant. Ce qui implique d'obtenir des élus. *« C'est essentiel*, constate Bertrand Waucquez. *Sans cela, vous n'êtes qu'une voix qui crie dans le désert et vous passez pour un Calimero. »* Kraainem Unie a également choisi de se structurer, via la création d'une ASBL. Car les citoyens ont beau pointer les dérives de la politique, ils n'en sont pas moins soumis à certaines règles de l'action collective. Au risque de n'être qu'un feu de paille électoral. ■

PASCAL LORENT

VILLERS-LA-VILLE

### Olivier Jacobs, solitaire collectif



Chaque campagne électorale réserve son lot de candidats atypiques. Et Olivier Jacobs en est assurément un. Il se présente en effet sur une liste de candidats indépendants à Villers-la-Ville (pour le scrutin communal) et sur le canton de Nivelles (pour la province). Un rassemblement hétéroclite de citoyens aux revendications aussi variées que différentes, qui ont trouvé plus utile de s'unir que de tenter un cavalier seul voué à l'échec. *« Plus il y aura de petites listes citoyennes, plus les partis traditionnels auront une paix royale »*, rappelle le quadragénaire.

Parmi ce collectif d'individualités, Olivier porte les revendications du Mouvement des Citoyens libres. A savoir, l'allocation universelle à 1.500 euros par mois, le référendum citoyen de décision et une sortie de l'Union européenne *« pour mieux la reconstruire ». « Je veux défendre mon point de vue sur une liste qui aura plus d'impact qu'une somme de petite liste »*, plaide-t-il.

A raison, semble-t-il : « sa » liste affiche complet (16 candidats), ce 14 octobre. Et sans l'effet dévolutif de la case de tête, *« chaque candidat a désormais sa chance ».*

P.LT.

Ces exigences de transparence et de consultation citoyenne constituent les axes essentiels du programme de la liste « CitoyenS », née fin août. © ROGER MILUTIN/LE SOIR.

> *« Les partis au pouvoir organisent les choses de façon à ce que le citoyen ne puisse pas se prononcer »* NADIA DUPONT, CITOYENS

## les politologues « Une manière de ne pas se situer dans le clivage des partis »

DÉCRYPTAGE

La campagne pour les élections communales, premier scrutin organisé depuis quatre ans, semble marquer une émergence des listes dites « citoyennes ». Nouveauté ? Eveil de la société civile ? Comment interpréter ce besoin de s'impliquer au niveau réputé pour être « le plus proche du citoyen » ?

*« Il faut d'abord poser un préalable*, insiste Jean Faniel, directeur du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp). *Qu'entend-on par cette appellation "citoyenne" ? »* Et le chercheur de s'interroger : toutes les listes ne le sont-elles pas, dès lors que la citoyenneté désigne la qualité de ceux pouvant participer au débat démocratique. Et Jean Faniel de rappeler qu'au début des années 90, Guy Verhofstadt, déjà, rebaptisait le parti libéral flamand en « parti du citoyen » (VLD), tandis que d'autres formations accueillaient « des candidats d'ouverture issus de la société civile ». *« Ce n'est donc pas un thème nouveau à l'agenda. »*

Pierre Verjans, politologue à l'ULiège, participe, lui, à une étude interuniversitaire sur la question. Mais elle n'en est qu'à ses débuts. *« Nous ne sommes pas encore en mesure de dire s'il y a une augmentation du nombre de listes dites "citoyennes"*, explique-t-il. *Mais en 2012, déjà, nous avions relevé un plus grand nombre de listes locales se distinguant des listes de parti. »* Ses premières impressions lui laissent néanmoins penser que le nombre de ces initiatives locales pourrait encore croître ce 14 octobre.

Pierre Verjans, politologue. © BELGA.

### Envie d'autre chose

Pour Jean Faniel, la distinction établie entre les listes de parti et les autres tient *« à l'écart entre la société civile et la classe politique. Et ça aussi, ce n'est pas nouveau »*. Un fossé que les scandales de 2016 et 2017 (Publifin, Samusocial, ISPPC , etc.) ont creusé un peu plus encore.

*« Et c'est la première fois qu'au niveau sémantique, on trouve cette auto-proclamation, également reprise par les médias »*, ajoute-t-il. *« Cela montre aussi l'espoir que les gens placent dans la politique »*, positive Pierre Verjans. Qui ajoute une autre explication au phénomène : l'exemple français d'Emmanuel Macron qui, en une élection, *« a réussi à balayer les deux partis au pouvoir depuis des décennies »*. Le directeur du Crisp rattache également cette poussée supposée à un mouvement plus large de réflexion sur l'avenir de la démocratie, la participation, le tirage au sort… *« Et c'est aussi une manière de marquer son apolitisme en ne se situant pas dans le clivage des partis traditionnels. »*

Jean Faniel, directeur du Crisp. © B.D.

### Déceptions possibles

Mobiliser ses semblables sur des problématiques locales semble plus aisé. Et cela même si la tirette hommes-femmes constitue une exigence parfois difficile à satisfaire. *« Et l'avantage d'être une liste citoyenne, c'est que vous n'avez pas de responsabilité en cascade par rapport aux choix posés par un parti à un autre niveau de pouvoir*, souligne Pierre Verjans. *Vous disposez donc d'une liberté maximale au sein de l'autonomie budgétaire de votre commune. »* A contrario, ces listes pèchent souvent par manque d'expérience et/ou de structuration. Et d'une commune à l'autre, elles sont rarement coordonnées.

Par ailleurs, certaines listes ne se mobilisent que sur quelques objectifs très ciblés et qui n'ont parfois qu'un lien ténu avec la vie locale. *« Elles ont des revendications ponctuelles et parfois une coloration Nimby*, observe le politologue de l'ULiège. *Il n'est donc pas sûr que ces gens-là aient une vue d'ensemble de la vie locale. Cela peut décevoir ceux qui voteraient pour eux ou les dissuader de le faire. »* Quant aux listes revendiquant le référendum, elles se retranchent derrière les choix futurs des citoyens, *« ce qui peut aussi devenir décevant pour les électeurs »*, observe Jean Faniel.

Enfin se pose la question de la pérennité de ces mouvements parfois très spontanés. *« Soit ils parviennent à leurs fins et se pose la question de leur organisation et de leur pérennité*, conclut le directeur du Crisp. *Soit ils n'y parviennent pas et cela peut créer des tensions en leur sein à moyen terme. »* ■

P.Lt.

TYPOLOGIE

**Ce n'est pas une nouveauté. Et pourtant se dégage l'impression qu'elles foisonnent désormais dans le paysage électoral. Elles, ce sont les listes citoyennes ou dénommées comme telles. Nées de la méfiance croissante à l'égard du politique, elles entendent marquer une césure sinon une rupture dans l'hégémonie des partis traditionnels. Elles offrent le visage de la nouveauté, donc de la virginité, et promettent parfois le changement façon « tabula rasa ».**

**Et pourtant, avant de cocher au crayon rouge le ou les cercles blancs qui bordent la colonne « citoyenne », mieux vaut se renseigner. Car toutes n'en sont pas nécessairement, du moins au sens repris ci-dessus. Et l'on ne se situe parfois pas très loin de la duperie. Explications.**

### Les associations de « déçus »

Leurs têtes ne vous disent rien mais si vous inscrivez leurs noms sur un moteur de recherche, vous leur découvrirez un pedigree insoupçonné. Eux, ce sont les déçus de la politique. En général, ils ont milité dans un ou plusieurs partis, finissant tôt ou tard pour de bonnes ou de moins bonnes raisons par prendre la porte. Mais leur envie d'en découdre les amène très vite à revenir à la politique, quitte à passer par la fenêtre. Et dans certains cas, en certains endroits, ils se lovent dans l'étoffe citoyenne pour mieux cacher leur armure déjà flétrie au combat. Ils n'ont rien de novices et caressent parfois d'autres ambitions, parfois revanchardes. Au point de mettre en cause leur profession de foi citoyenne.

### Les listes citoyennes

Les voilà ! Portées par des novices en politique, elles ont germé spontanément là où le besoin de renouveau se faisait ressentir. Elles portent tantôt un combat ou une revendication, tantôt un projet d'ensemble pour la commune. Elles caressent l'espoir de changer la politique de l'intérieur, même si l'inexpérience de ses promoteurs les expose à certaines déconvenues. Et cela d'autant plus qu'ils ne maîtrisent pas toujours les « codes » du champ politique. Néanmoins, là où l'affrontement se fait manichéen, les listes citoyennes peuvent renverser certains bastions réputés imprenables. Et apporter un véritable changement dans les communes où elles auront percé.

P.LT

### Les listes « déguisées »

Dans certaines communes, un parti au pouvoir ou dans l'opposition choisit de ne pas se présenter sous son sigle propre. Parfois pour suggérer le renouveau (en accueillant éventuellement des « candidats d'ouverture »), parfois pour se refaire une virginité. Mais dans les faits, la liste reste apparentée à une famille politique. Dont sont d'ailleurs issus les candidats placés aux avant-postes.

### Les cartels

En certains lieux, plusieurs groupes politiques choisissent d'aller ensemble aux élections. Soit pour accroître les chances de succès (surtout face à un parti majoritaire), soit parce que les volontaires manquaient pour constituer plusieurs listes plutôt qu'une. Mariant différentes couleurs politiques, certains se sentent alors autorisés à user de l'adjectif *citoyenne* pour désigner la troupe qui les emmène au scrutin. Et cela même si le gros des fantassins et surtout des gradés présentent des états de services antédiluviens.

### L'extrême droite

Ce n'est plus impensable. Avec la libération d'une certaine parole politique, l'extrême droite s'est départie des derniers oripeaux de culpabilité qui la recouvraient. Délaissant parfois les sigles et appellations classiques (Front, Bloc, etc.), elle se targue désormais de la dénomination *citoyenne* là où l'adjectif ne lui est pas disputé. Mieux vaut, dès lors, se pencher sur le programme avant de décerner un satisfecit civique sur la seule base d'une étiquette.

ENQUÊTE

# « Le système politique doit donc se réinventer »

**Bourgmestre** de Waremme durant seize ans, Jacques Chabot fait face à une liste citoyenne conduite par Yves Berger. Deux approches de la politique se confrontent. L'occasion d'un échange plus que d'un affrontement.

**Jacques Chabot**
**Age.** Il aura 65 ans le 10 octobre, quatre jours avant le scrutin.
**Député.** Il a siégé au parlement wallon du 29 avril 1998 au 13 juin 1999. Député fédéral de 1999 à 2007, il a réintégré le parlement voici un an, pour remplacer Willy Demeyer.
**Bourgmestre.** Echevin (1983-1996), il est devenu bourgmestre de Waremme de juillet 1996 à décembre 2006 et depuis décembre 2012.

**Yves Berger**
**Age.** Il est âgé de 51 ans.
**Pompier.** Ancien chef du service d'incendie de Waremme, il reste pompier volontaire et major au sein de la zone de secours Hesbaye.
**Cadre.** Il est également responsable des programmes moteurs chez Safran Aero Boosters.
**Parcours.** C'est la première fois qu'il se présente à une élection.

DÉBAT

Waremme, 15.000 âmes posées sur le plateau hesbignon. Dans ce fief socialiste qui a connu les règnes d'Edmond Leburton et de Guy Coëme, une liste « citoyenne » emmenée par Yves Berger a vu le jour, au printemps dernier. En l'espace de quelques mois, les 25 places à occuper ont trouvé preneurs. Au point de semer le doute sur la reconduction d'une majorité absolue dirigée par le député-bourgmestre Jacques Chabot, dans un paysage électoral où pointent également Pour Waremme (MR) et le Parti Populaire. A travers l'affrontement de ces deux listes se pose une série de questions sur l'intérêt de militer dans un parti ou de s'investir en dehors de toute couleur partisane. Un débat auquel se sont livrés les deux fers de lance de ces formations a priori différentes.

**M. Berger, vous avez fait le choix de vous engager sur une liste citoyenne, sans couleur politique. Pourquoi ce choix plutôt que l'engagement en faveur d'un parti ?**

**Yves Berger.** *J'ai fait ce choix pour les qualités que je prête à ce type de listes. Son indépendance des partis, en termes financiers, de gestion, d'organisation et de programme. La deuxième raison, c'est l'ouverture d'esprit de ces listes, l'absence de formatage politique. Et leur fonctionnement démocratique aussi : les idées viennent de la base, des citoyens qui constituent la liste et font remonter leurs idées dans un processus « bottom-up ». La troisième raison, c'est pour la démarche désintéressée des personnes qui constituent la liste, à la recherche d'un intérêt commun et non d'un intérêt partisan ou personnel. Et aussi pour le fait que l'adhésion à ce type de listes amène un réel mouvement d'air frais, une indépendance d'esprit.*

**À vous entendre, les listes partisanes seraient dépendantes, formatées, composées de gens intéressés…**

**M. Chabot, vous retrouvez-vous dans cette description ?**

**Jacques Chabot.** *Pas du tout. Les hommes politiques sont aussi des citoyens, des gens honorables qui connaissent leur commune, y vivent, perçoivent les attentes de leurs concitoyens. C'est une erreur de vouloir à tout prix opposer liste citoyenne et liste de parti. D'autant plus que les listes de parti intègrent généralement une part non négligeable de candidats d'ouverture, c'est-à-dire des gens qui ne sont pas affiliés au parti de la liste, mais estiment que c'est en figurant sur cette liste qu'ils ont le plus de chance de faire passer leur projet et leurs idées. A Waremme, sur les 25 candidats de la liste socialiste, nous comptons cette année huit candidats d'ouverture. Enfin, pour nous, une liste citoyenne n'est jamais apolitique. Elle présente immanquablement des priorités, un programme et ils traduisent des choix idéologiques. A Waremme, nous sommes la seule liste, avec le PP, à nous présenter avec le sigle de notre parti. Nous nous sommes ouverts à huit candidats d'ouverture en lançant un large appel à la population.*

**Malgré cela, il semble y avoir d'autres aspirations qui montent de la société. Avez-vous le sentiment qu'une liste indépendante marque le fossé entre la population et ses élus ?**

**J.C.** *C'est clair ! Il ne faut se voiler la face : il y a une défiance envers les politiques et plus spécifiquement envers notre système de démocratie représentative. Cette défiance vient des « affaires », dont Publifin, même si personne de notre parti à Waremme n'a été impliqué dans un scandale. Et il y a aussi une défiance qui remonte à 2008 : la grande crise et les dérives du modèle néolibéral ont entraîné davantage de précarité dans la population et le constat chez le citoyen que le politique était impuissant par rapport à cette dérive économique. Dans les années 30, après le krach de 1929, il y a aussi eu un rejet, un repli sur soi, et on voit où cela a mené. Le rejet de l'autre peut très vite mener au populisme et aux excès que l'on a connus après 1930.*

*« Il faut œuvrer ensemble pour que demain, on puisse dire qu'on fait de la politique sans en être gêné »*
YVES BERGER

**Dans le cas présent, on est, semble-t-il, face à tout autre chose que du populisme…**

**J.C.** *Oui, je fais bien la différence. Je dis que les deux sources essentielles de cette défiance sont les affaires et la pauvreté.*

**Vous retrouvez-vous dans ces explications ?**

**Y.B.** *Partiellement. Pourquoi est-il l'heure, pour moi, de cette liste indépendante ? Il est clair qu'il y a une fenêtre d'ouverture pour permettre l'émergence de ce type de démarche qui est une démarche démocratique comme les autres. On ne m'a d'ailleurs jamais entendu dire du mal d'un parti dès lors que les personnes assument leurs convictions jusqu'au bout. Ce ne sont pas ces convictions qui me dérangent mais plutôt l'exploitation que l'on en fait. Mais effectivement, le climat des affaires pèse très lourdement sur la situation politique actuelle et le dégoût du politique.*

**Vous retrouvez ces sentiments parmi vos membres ?**

**Y.B.** *Non. S'ils prennent une démarche de ce type, c'est qu'ils ont une envie de LA politique. Mais l'envie aussi qu'elle soit pratiquée de manière différente, ce qui ne veut pas dire en totale opposition avec ce qui se fait actuellement. Néanmoins, quand j'ai annoncé à mes enfants que j'allais me lancer dans une démarche politique, la cadette de mes filles m'a dit : « Papa, pourquoi fais-tu ça ? Je ne veux pas que l'on dise que mon papa est un pourri. » Tout cela est exagéré, mais c'est la voix de la population. Les affaires pèsent à un point tel que dire que l'on fait de la politique est quasiment devenu un gros mot. Or la politique est nécessaire, indispensable. Les partis, je ne dis pas qu'ils ne doivent plus exister, mais ils doivent se réinventer pour combattre le désenchantement des citoyens. Cette situation existait déjà auparavant mais a été exacerbée par les affaires. Mais il y a d'autres choses : la déconnexion du politique par rapport au monde des citoyens. Ce sont par exemple les avantages octroyés, les rémunérations, la politique comme moyen de pouvoir… Bref, tout cela creuse un fossé toujours plus grand entre les politiques et les gens. De plus, la politique a beaucoup trop été exploitée comme un système d'affrontement qui oppose les gens plutôt que de les rassembler. Qu'il y ait des différences d'idées n'est pas un problème en soi. C'est ce qui donne la richesse au débat et à la mixité des avis. Mais le système tombe actuellement toujours dans une dimension d'affrontement. Non pas sur la valeur des arguments mais simplement par le fait qu'ils sont émis par des personnes qui viennent de couleurs différentes. On souhaite sortir de ce clivage. La politique a de petits côtés obscurs que les gens n'ont plus envie de connaître. On est dans une situation qui est celle de l'immédiateté, des réseaux sociaux et de la communication, de la clarté. Le système politique doit donc se réinventer. Et le formatage des discours n'est plus, non plus, attendu par les jeunes. Et puis, il y a une attente de renouveau, qui ne sera pas forcément apportée par les partis car, sans pression, ils continueront leur petit bonhomme de chemin dans un système qui leur convient bien et leur permet de travailler dans les conditions qu'ils ont toujours connues. Bref, même les partis qui se disent progressistes font preuve dans leur démarche d'un très grand conservatisme. Baladez-vous sur les marchés : ce sont toujours les mêmes têtes. Les gens veulent du changement. Il faut œuvrer ensemble pour que, demain, on puisse dire que l'on fait de la politique sans en être gêné.*

*« Il est intéressant d'avoir un bon relais politique vis-à-vis des autorités régionales et fédérales. Ici, à Waremme, les retombées ont été indéniables »*
JACQUES CHABOT

**Notre système est également basé sur l'existence des partis. Et même à l'échelle d'une commune, il est parfois difficile de pouvoir travailler sans les partis. Pour disposer de relais aux autres niveaux de pouvoir, pour désigner des représentants dans les intercommunales…**

**J.C.** *C'est exactement ce que je pense. Nous avons quelques gros dossiers comme la nouvelle école de Bettincourt ou l'extension du zoning… Dans ces dossiers, nos relais ont été nombreux. Même au niveau communal, on fait de la politique. Car on sera amené demain à négocier avec la Province, avec la Communauté française, la Région wallonne ou même le fédéral. Tous les projets passent par des discussions politiques à un certain niveau.*

**Si demain vous deviez accéder au mayorat, le fait de ne pas avoir de couleur politique prédéfinie pourrait-il poser problème pour aller chercher des subsides ou débloquer des dossiers à d'autres niveaux de pouvoir ?**

**Y.B.** *Certes, nous n'avons pas de relais politiques dans d'autres niveaux de pouvoir, de gens qui pourront se prétendre d'un parti identique pour aller discuter. Mais convenons quand même que la minorité à Waremme a su aider la majorité dans des dossiers qui étaient gérés par une administration d'une autre couleur politique que celle de la majorité communale. Les forces savent s'unir. Je ne suis pas à nouveau en train d'opposer mais plutôt de donner des pistes de rassemblement sans pour autant suivre la même voie. Maintenant, vous plaidez qu'il faut des personnes d'une couleur politique pour administrer une entité, en l'occurrence la commune. Vous apportez ainsi de l'eau à mon moulin : la situation de l'archipolitisation n'est pas une situation que l'on peut considérer comme intéressante. Cela marche quand on est de la même couleur, quand on y a des connaissances, des copains alors que le fond est le plus intéressant : les dossiers doivent d'abord être bien traités avant d'être colorés.*

**Entre le bourgmestre sortant (à gauche) et son challenger (à droite), une opposition de style et une vision différente de la politique.**
© DOMINIQUE DUCHENNES/ LE SOIR.

**Une réaction ?**

**J.C.** *Je suis fier d'être l'héritier d'une grande tradition à Waremme. Il faudrait être naïf ou sot pour nier l'apport d'un Edmond Leburton dans le domaine économique, social, sportif. Qui a fait passer l'autoroute ici alors que ce n'était pas prévu ? L'apport de Guy Coëme aussi. Il est toujours intéressant d'avoir un bon relais politique vis-à-vis des autorités régionales et fédérales. Ici, à Waremme, nous n'avons eu qu'à nous en féliciter. Les retombées ont été indéniables. Je suis fier d'être l'héritier de cette tradition et les gens nous ont toujours fait confiance. Mais il ne faut pas penser que parce qu'on dispose d'une majorité absolue depuis des années, c'est l'usure du pouvoir et que nous sommes des dictateurs qui en profitons et tirons des avantages non autorisés de nos fonctions. Non !*

**Le clivage gauche-droite, qui structure la vie politique, se retrouve-t-il aussi à l'échelon communal ? Où vous classez-vous ?**

**Y.B.** *Je n'accepte pas ce clivage. C'est une notion qui n'est plus de mise actuellement. Certes, il y a des politiques de droite et de gauche. Il est des sujets sur lesquels une approche de droite ou de gauche est à considérer. Mais au niveau de la liste, nous ne prenons pas une position sur cet axe-là.*

**J.C.** *On ne réfléchit pas en ces termes au niveau communal. Certes, je suis de gauche et nous avons mené une politique progressiste dans tous les domaines, à commencer par le domaine social. Mais quand on discute de l'évolution des dossiers, on ne se pose pas cette question, sauf peut-être sur les matières fiscales où il y a une politique de droite au niveau fédéral qui retombe sur les communes. Ici, on essaie de mener une politique consensuelle. Il y a d'ailleurs beaucoup de dossiers pour lesquels nous avons accepté des amendements ou des propositions de l'opposition.*

**Demain, pourriez-vous ouvrir la majorité à une liste citoyenne et vous adapter à leur manière de travailler même si elle est différente ?**

**J.C.** *On va d'abord laisser voter l'électeur. Et l'arithmétique déterminera le reste. A priori, je ne change pas de cap : nous voulons conforter la confiance du citoyen dans notre liste.*

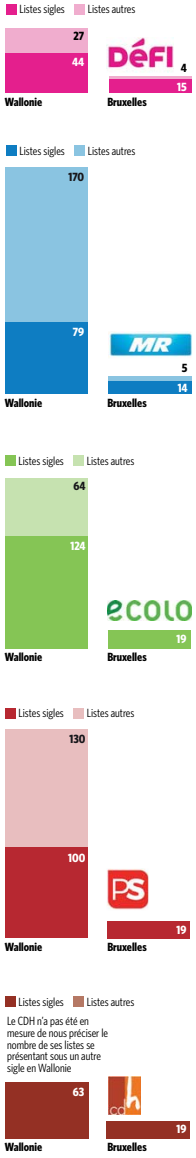
**Et vous, pourriez-vous entrer dans une majorité et vous adapter au mode de fonctionnement d'un parti ?**

**Y.B.** *D'abord examinons l'arithmétique qui se dégagera des élections du 14 octobre. Waremme Alternative entend peser sur la politique traditionnelle. Cela signifie venir avec le poids électoral que nous obtiendrons et qui nous permettra d'être un interlocuteur. En tout cas, nous ne voulons pas le pouvoir pour le pouvoir. Mais si l'électeur estime que l'alternative que nous proposons répond à ses attentes, nous avons la volonté d'assumer cette responsabilité. C'est donc en partenaires corrects et loyaux que nous œuvrerons. Mais il n'y a dans notre chef aucun accord préalable. Ce serait nier l'autonomie de l'électeur. J'espère qu'il en est de même par ailleurs. On entend dire que des accords préélectoraux peuvent exister et que des responsables d'états-majors d'arrondissement se rencontrent. Espérons juste que le signal de l'électeur soit respecté. Oui, nous pouvons travailler avec tout le monde.* ■

**Propos recueillis par PASCAL LORENT**

## Le nombre de listes sous sigle du parti ou sous un autre nom

Dans certaines communes, les partis choisissent de ne pas se présenter sous leur sigle propre. Les grands partis du sud du pays ont donné leurs chiffres au « Soir ».




LE SOIR - 22.09.18

COMMENTAIRE

PASCAL MARTIN

## « CITOYEN », TERME À APPRÉCIER AVEC PRUDENCE

Citoyen ! A la Bourse de la sémantique, le terme n'a cessé de grimper. Pour peu, on le prononcerait avec l'emphase des premiers sans-culottes. Quand il s'accole en adjectif à tout autre nom, le substantif qui le vêt se trouve soudain drapé d'une toge de mérites. Le candidat qui ainsi habillé se présente, se voit crédité des vertus de l'antique Athènes. On lui prêterait d'avoir lu Platon et Aristote dans la langue de l'époque.

Cette inflation du titre n'est pas étrangère à la chute d'une autre « valeur » : « politique », qui ne cesse de dévisser. A tel point que les deux termes sont aujourd'hui quasiment devenus antonymes. A l'un, le désintérêt, l'engagement gratuit, le choix du collectif et le souci de l'intérêt général, la sincérité altière, voire la soif de transparence et de vérité en toutes circonstances. A l'autre, l'appât du gain, la tromperie, les priorités partisanes, les secrets d'alcôves au profit de desseins parfois terre à terre. Autant de vices qui font les clous du cercueil de la chose publique.

Discrédit ici et là, crédit quasi illimité… Ces évolutions opposées seraient le fruit des scandales à répétition qui minent la foi en la démocratie. L'explication ne vaut guère plus que le manichéisme qui conduit à encenser le citoyen et à lapider le politique. La réalité est sans doute plus nuancée. Car si le scandale et sa répétition sapent la confiance dans les classes dirigeantes, il ne décerne pas de facto aux initiatives nées de la société civile un certificat de bonne vie et mœurs démocratiques. Le goût du lucre est partout et seuls les règles et les contrôles l'éloignent pour un temps.

Mais si ces deux-là désormais se toisent en chiens de faïence, c'est sans doute pour d'autres raisons. La professionnalisation ; l'opacité des décisions ; l'endogamie et la consanguinité qui conduisent les partis à se renouveler en puisant leur relève au sein d'un sérail formateur et conditionnant ; cette frilosité qui n'amène à consulter le public que quand on est certain de son choix ou quand celui-ci importe peu ; les silences et absences entre deux élections… Tout cela participe au désamour à l'égard de la politique et l'encensement parfois aveugle du citoyen.

Il faut donc de la nuance et du recul : pour apercevoir les motivations parfois triviales de certains « candidats citoyens » et l'engagement sincère de certains élus cumulant leur mandat local avec l'obligation d'une autre activité professionnelle essentielle à leur subsistance. Il faut aussi constater la friabilité idéologique de certaines associations spontanées, porteuses parfois de revendications limitées, là où le regroupement sous un sigle partisan assure une certaine communauté de pensée et un large programme riche de promesses. Et puis, il reste ce paradoxe de l'opposition entre ces deux termes : tout politique est forcément un citoyen, tandis que toute personne sur une liste citoyenne sollicite les suffrages pour devenir… politique.

Anciens comme nouveaux participent donc de cette même passion pour la chose publique. De ce besoin irrépressible de prendre ensemble en main une destinée commune. Et ça, c'est plutôt rassurant.